

## Communiqué de presse

En sa qualité de Contrôleur externe des lieux privés de liberté, le Médiateur s'intéresse dans le présent rapport à la situation particulière des femmes en prison qui, de par leur nombre réduit et leurs besoins propres, implique une attention et des conditions de détention spécifiques.

Au moment de l'enquête, 34 femmes et 626 hommes étaient détenues au Centre Pénitentiaire de Schrassig (CPL) et 6 femmes et 81 hommes au Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG).

Cette infériorité numérique des femmes entraîne de facto divers désavantages tout au long de leur séjour carcéral, notamment en matière d'hébergement, de possibilité de travail, de suivi thérapeutique, de participation à certaines activités ou d'accès aux infrastructures de sport.

Au niveau de l'hébergement au CPL et toujours du fait de leur nombre réduit, les femmes sont réunies dans un unique bloc. Cette situation réduit dès lors les possibilités d'organisation et de séparation requises pour des raisons de sécurité ou des exigences procédurales. Pareille situation devient particulièrement sensible en cas de longues peines.

Concernant les possibilités de travail offertes aux femmes, le Médiateur constate un net manque de diversité, ces dernières étant principalement limitées au repassage, à la couture, à l'assemblage, à la distribution de nourriture ou encore au nettoyage des locaux. A titre d'exception, une femme s'est vue accorder la possibilité de travailler dans un atelier réservé aux hommes, ce que le Médiateur salue et encourage.

Le Médiateur déplore encore l'absence de certaines activités thérapeutiques pour les femmes détenues au CPL. Structuellement, les locaux réservés aux services et activités thérapeutiques, situés dans un bloc réservé aux hommes, sont inaccessibles aux femmes. Bien qu'une visite thérapeutique soit régulièrement mise en place dans le bloc des femmes, le Médiateur invite les responsables du CPL à remédier à cette situation alors qu'un réel besoin existe en ce sens.

Le même constat existe en matière d'accès à certaines activités et infrastructures de sport.

Le Médiateur précise que ses remarques s'imposent d'autant plus pour la détention d'une fille mineure et renvoie sur ce point à sa lettre ouverte du 20 février 2018 relative au placement de mineurs au CPL. Le Médiateur insiste sur le fait que, sauf cas très exceptionnels prévus à l'article 32 de l'actuelle loi du 10 août 1982 relative à la protection de la jeunesse, aucun mineur ne devait être placé au CPL.

Dans le présent rapport, le Médiateur évoque encore la situation particulière de la grossesse pendant la détention et les problématiques liées à son suivi, à l'accouchement et à l'accueil du nourrisson ou de l'enfant en bas âge en prison. En cette matière, le Médiateur insiste pour que certaines pratiques ne soient pas réitérées et que des règles précises soient rapidement mises en place.

Le Médiateur rappelle finalement la nécessité de maintenir le lien des enfants avec leurs parents, que ce soit avec la mère ou le père. Il encourage la continuation des efforts, plus particulièrement au niveau des horaires de visites, pour faciliter et promouvoir les relations des enfants avec leurs parents qui ne peuvent qu'avoir des effets bénéfiques pour la réinsertion des femmes et des hommes détenus.

Dans ce sens le Médiateur encourage la possibilité ouverte dans le projet de loi 7042 d'élaborer avec des experts la mise en place de visites dites familiales qui permettraient des rencontres plus adaptées des personnes détenues avec leurs enfants et leurs proches.

Le Médiateur espère enfin une amélioration notable de la situation des femmes en prisons avec la mise en service prochaine du Centre Pénitentiaire de Uerschterhaff (CPU).

**Claudia MONTI**

Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg  
Chargé du Contrôle externe des lieux privés de liberté